

La Sécu mise à sac

Jeudi 17 février 2011 La Marseillaise

■ Un véritable « plan de destruction », rien de moins... C'est ce que dénonce le syndicat CGT de la caisse primaire centrale des Bouches-du-Rhône (CPCAM 13). Documents officiels à l'appui, les représentants syndicaux annoncent la couleur : le projet baptisé « CPAM 2011-2013 » lancé par leur direction prévoit la fermeture d'ici trois ans de huit centres de paiement situés à Bonneveine, Aubagne Boyer, Martigues, Burel, Vitrolles, La Gavotte, Port-Saint-Louis et Istres.

Et la litanie ne fait que commencer... Les « espaces d'accueil services de Moulet, Saint-Henri, la Capelette, le Canet, la Gavotte, Aubagne, Berre et Châteauneuf-les-Martigues », sont eux aussi condamnés, énonce Thierry Vidal, délégué CGT de la CPCAM 13. « Les maisons de la Sécurité sociale des Camoins, de Carry-le-Rouet, de Cassis, d'Ensuès-la-Redonne, de Gignac, du Rove, de Septèmes-les-Vallons ferment », poursuit-il.

En regardant de plus près le document dévoilé par la CGT, daté du 18 novembre dernier*, on découvre que pour répondre aux orientations nationales, la CPCAM 13 se lance dans une réorganisation à tous les niveaux, de la gestion des ressources humaines à la communication en passant par la vente de son patrimoine immobilier**.

D'autant que les résultats de ces trois dernières années sont « en régression sensible », pointe la direction. Cette dernière décline diverses stratégies sous forme de « scénarios », qui seront suivis de « cahiers des charges » précis.

Des assurés pénalisés, les personnels stressés

Dès son entame, le projet reconnaît également que « cette évolution aura un impact sur les fonctions métier mais également sur les fonctions support ». En clair, sur les usagers et sur le personnel.

Pour les premiers, la révolution sera de taille estime la CGT. « Les accueils deviendront les points de réception et on in-

Un « démantèlement général » de la protection sociale

■ « Nous travaillons ensemble pour informer et sensibiliser salariés et usagers au démantèlement de la protection sociale. » Pour Marie Meynard, du collectif santé protection sociale de l'Union départementale CGT, toutes les réorganisations sont liées. Une logique dont les représentants syndicaux témoignent.

« A la CAF, on procède à des fermetures des maisons sociales durant les vacances scolaires et on mise sur les heures supplémentaires », dénonce Nicole Gennatiempo, élue au comité d'entreprise. Fermetures « ponctuelles » confirmées par la direction qui précise qu'un « centre va ouvrir fin 2012 à Mazargues ».

Dans les hôpitaux, la situation est tout aussi critique. « Nous n'avons plus que

deux secteurs d'urgence au lieu de quatre, quatre établissements hospitaliers au lieu de deux, 25% d'emplois précaires, le patient est devenu client », égrène Yves Castino, de l'assistance publique des hôpitaux de Marseille. Les mutuelles ne sont pas mieux loties. « Le grand conseil de la mutualité est en danger », alerte Héléne Honde, des Mutuelles de Provence. Faute de financement public, 1 200 emplois sont sur la sellette alors que les centres mutualistes sont largement fréquentés par la population. Ce que la CGT va s'empresser de rappeler aux responsables locaux avec une manifestation sous les fenêtres de l'Agence régionale de la santé, ce matin à 9h30.

M.R.

vitera fortement nos publics à utiliser les nouveaux outils : bornes, internet, plateformes téléphoniques, email », assure le délégué CGT. Pire, les assurés devront faire face à l'éloignement. « On le voit notamment dans les quartiers Nord de Marseille avec la fermeture de Saint-Henri, les habitants de l'Estaque, Saint-André et des quartiers environnants devront se déplacer jusqu'à Saint-Louis », note Thierry Vidal. Une difficulté de plus pour des populations déjà précaires. « Les obligés à se déplacer reviennent à les empêcher d'accéder au service public et peut être même aux soins », s'inquiète ce dernier.

Du côté des personnels, le résultat serait aussi dramatique. « Les agents de l'organisme seront soumis à une industrialisation de la production

avec son cortège de répétitivité des tâches, de pertes de savoir-faire, de compétences », se désole le représentant de la CGT.

Autant d'éléments qui soulèvent déjà l'indignation sur les différents sites concernés assure la CGT. « Et ce n'est qu'un début », prévient le syndicat qui entend aussi alerter les élus et les pouvoirs publics.

MIREILLE ROUBAUD

▲ * Jointe par nos soins, la direction de la CAF 13 n'a pu répondre à nos questions.

▲ ** 23 627 mètres carrés seront vendus pour un total estimé à près de 22 millions d'euros. La CPCAM prévoit par ailleurs d'acheter de nouveaux locaux et d'en réhabiliter d'anciens pour un peu plus de 9 millions.